

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LE TRAITEMENT DE LA CRISE UKRAINIENNE PAR LA PRESSE FRANÇAISE (2013-2015)

PAR

APOLI BERTRAND KAMENI (*)

Attachée à la marche du monde, la presse française manifeste un intérêt naturel pour les conflits politiques et armés mondiaux. Elle s'est intéressée tout particulièrement aux événements en Ukraine, notamment en raison des préoccupations énergétiques de l'Union européenne (UE) (1).

Les journaux ont ainsi relevé le poids de la dépendance des Etats de l'UE à l'égard des hydrocarbures de la Russie (2), pour lesquels l'Ukraine sert de plaque de transit essentielle. Ils soulignent l'instrumentalisation du robinet gazier par le Kremlin en vue de maintenir Kiev dans son orbite (3). Parallèlement, donnant écho à l'idée d'« *un pays, une nation double* », ils décèlent également dans cette crise le produit de la différenciation ethno-culturelle et religieuse de l'Ukraine entre l'Ouest et l'Est. De façon plus récurrente encore, depuis l'implication militaire directe de Moscou et l'annexion de la Crimée, domine un relent de guerre froide et d'inquiétude sur la sécurité européenne. Se manifeste alors le spectre du retour du dessein russe, qui redessine par la force unilatérale les frontières et déploie des armes nucléaires, au risque de déclencher une « *nouvelle guerre aux portes de l'Europe* ». Ainsi, pour certains hommes politiques et sans doute aussi certains lecteurs, pour lesquels l'insécurité de l'Ukraine est une menace pour la sécurité de l'Europe, ce pays apparaît comme essentiellement enfermé dans le triangle géostratégique Moscou-Bruxelles-Washington.

L'une des matrices historiques de la conflictualité en Ukraine est cependant ignorée ou marginalisée. En effet, derrière ce conflit on trouve aussi des enjeux liés aux ressources minières et aux usines

(*) Enseignant-chercheur à l'Université Omar Bongo de Libreville (Gabon) et chercheur associé au Centre de recherches et d'analyses géopolitiques (CRAG) / Institut français de géopolitique (IFG) de l'Université Vincennes à Saint-Denis (Paris VIII, France).

(1) Marie JÉGO, « Moscou menace l'Europe de couper le gaz à l'Ukraine », *Le Monde*, 12 avr. 2014, p. 3 ; Fabrice NODÉ-LANGLOIS, « L'Europe peut-elle se passer du gaz russe ? », *Le Figaro*, 3 juin 2014, p. 15.

(2) Philippe BERNARD / Jean-Michel BEZAT, « Ukraine : le gaz russe, arme à double tranchant », *Le Monde*, 9 mars 2014, p. 3 ; Edouard TÊTREAU, « Frapper la Russie au portefeuille pour garantir la paix », *Les Echos*, 5 mars 2014, p. 10.

(3) Jean-Claude BOURBON, « La Russie agite de nouveau l'arme du gaz », *La Croix*, 5 mars 2014, p. 10 ; Veronika DORMAN, « Le gaz russe au cœur du conflit », *Libération* 18 oct. 2014, p. 11 ; Eric SERRES, « Le gaz russe comme arme de dissuasion massive », *L'Humanité*, 18 avr. 2014, p. 20 ; Philippe RICARD, « D'abord, il y a le gaz russe... », *Le Monde*, 13 mars 2014, p. 20.

sidérurgiques, qui sont souvent mentionnées sans faire véritablement l'objet d'investigations (4). Pourtant, avec le blé, les mines sont depuis le XIX^e siècle le principal fondement de la valeur stratégique de l'Ukraine et de ses convoitises, ainsi que l'ont démontré la tutelle russe et l'occupation allemande. En effet, la houille du Donbass et les gisements de manganèse de Nikopol et de fer de Krivoï-Rog ont tous été ardemment convoités par les grandes puissances avant de servir à l'essor industriel de l'Union soviétique.

Cette contribution ambitionne d'éclairer cette face cachée de la crise ukrainienne. Sa motivation remonte au souvenir de l'absence d'intérêt des journaux pour les enjeux minéro-sidérurgiques lors de la « révolution » de 2004. Or Viktor Ianoukovitch, déjà au centre des contestations, est « porté par les intérêts des grands industriels de l'acier et du charbon » (5), en particulier par Ritna Akhmetov, le principal aciériste du pays et le « vrai patron de l'Ukraine » (6). La Russie, dont le rôle idéologique et les actions de Gazprom préoccupent les médias, agit aussi à travers ses groupes minéro-métallurgiques : Rusal est alors « accusé d'avoir affrété des bus pour permettre à ses ouvriers d'aller soutenir les manifestants pro-russes » (7). Sans doute vise-t-elle à protéger sa mine de bauxite et ses raffineries ukrainiennes, dont la perte à la suite d'un régime pro-occidental fragiliserait son quasi-monopole mondial sur l'aluminium.

Voilà pourquoi la constitution du corpus analysé commence dès les prémices de Maïdan en novembre 2013, lorsque les seuls facteurs « géopolitiques » et culturels sont à nouveau à la une. Le dépouillement systématique des informations consacrées à l'Ukraine a concerné à la fois la presse quotidienne (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Echos*, *La Croix*, *Libération* et *l'Humanité*, ainsi que *l'International Herald Tribune* puis *l'International New York Times*) et les hebdomadaires (*Le Point*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur* puis *L'Obs*, ainsi que *The Guardian Weekly* et *The Economist*) sur une période de deux ans, allant de novembre 2013 à novembre 2015. La densité jugée insuffisante du traitement de la question dans les hebdomadaires a conduit néanmoins à privilégier les quotidiens. La nécessité d'homogénéité du corpus justifie sa limitation aux quotidiens français. Ces derniers balayent l'ensemble du spectre politique national et donnent à voir la différenciation entre la presse de gauche et celle de droite. Leur consultation directe a été complétée par une recherche par mots-clefs dans la base de données « Europresse » sur la même période.

Au total, en sélectionnant les articles en fonction d'un certain nombre d'occurrences (Ukraine, Russie, UE, Etats-Unis, Poutine, crise, mines,

(4) Yves JEANCLOS, « Les conflits ne sont pas ce que les médias croient qu'ils sont au XXI^e siècle », *Annuaire français de relations internationales*, vol. XVI, 2015, pp. 851-863.

(5) Alain GUILLEMOLES, « Viktor Ianoukovitch, un chef de clan aux méthodes brutales », *La Croix*, 24 fév. 2014, p. 4.

(6) Yves-Michel RIOLS, « Le vrai patron de l'Ukraine », *L'Expansion*, fév. 2007, pp. 64-66.

(7) Elsa BEMBARON, « Les Russes risquent de voir leur ascension brisée », *Le Figaro Economie*, 8 mai 2007, p. 32.

charbon, acier...), un millier d'articles ont fait l'objet de l'étude. Ils sont complexes et contradictoires, y compris au sein d'un même journal, traduisant sans doute le souci de pluralisme, mais souvent aussi de vraies divergences comme dans *Le Figaro*. *Le Monde*, pour sa part, approfondit les dimensions internationales, notamment sous l'angle des valeurs démocratiques et du droit. D'autres sont parfois plus orientés, comme *l'Humanité* et *Libération*, tandis que *Les Echos* fournissent davantage d'informations d'ordre économique alors que *La Croix* semble viser une certaine neutralité politique.

Aussi, à côté des données ethno-culturelles et géostratégiques mises en avant dans le corpus dépouillé, nous souhaiterions souligner la quasi-absence dans la presse française de cette singularité majeure qu'est le problème minéro-sidérurgique en Ukraine (8).

UN TRAITEMENT ETHNOCULTUREL ET GÉOSTRATÉGIQUE

Par sa taille et la période couverte, le corpus peut donner lieu à des interprétations diverses et divergentes, mais une tendance nette en ressort néanmoins : la crise et le conflit en Ukraine traduisent *in fine* un affrontement entre les « deux Ukraine ». Vus de Washington, Bruxelles et, surtout, de Moscou, ils sont consécutifs à un affrontement géopolitique et géostratégique entre l'Occident et la Russie par les deux Ukraine interposées, marquant ainsi le retour de la Guerre froide. Toutefois, cette couverture médiatique traduit également, en arrière-plan, les clivages politiques français.

Une différenciation ethnoculturelle et géostratégique

Ukrainophones catholiques et russophones orthodoxes

A des degrés divers, la majeure partie des articles considère qu'une profonde ligne de fracture linguistique et confessionnelle sépare l'Ukraine entre ukrainophones catholiques à l'Ouest et russophones orthodoxes à l'Est, au risque de sa partition. En effet, ce face-à-face de « deux Ukraine » déboucherait sur une double logique centrifuge : l'une, pro-démocratie, vers l'UE et l'autre, irrédentiste, vers la Russie. Les résultats électoraux depuis 1993 témoigneraient de cette « réalité d'une lutte permanente entre deux entités culturelles, deux visions de l'avenir, deux choix politiques incompatibles » (9).

La Croix et *Le Figaro* abordent plus cet aspect ethno-linguistique et confessionnel. D'une part, ils convoquent le passé russe et soviétique de l'Ukraine, fait d'interdictions de la langue ukrainienne et de l'Eglise uniate,

(8) Une exception : Hubert BONIN, « Si riche Ukraine, de tout temps convoitée », *Le Monde*, 28 juin 2014, suppl. p. 7.

(9) Thierry MARIANI, « Ukraine : avant de dénoncer, essayons de comprendre », *Le Figaro*, 21 fév. 2014, p. 14.

mais aussi de pogroms visant les Juifs et de la déportation des Tartares. D'autre part, la redécouverte et la réappropriation de cette dynamique identitaire après l'Union soviétique serviraient de repère et de véritable « pansement » à une histoire particulièrement tragique, avant de générer repli sur soi et rejet de l'autre. Aussi, suivant cette logique, l'interdiction du russe comme seconde langue officielle marquerait-elle l'origine de l'escalade actuelle. Après cette atteinte à leur identité, les russophones de Crimée se seraient tournés vers la Russie, qui s'est engagée « à protéger 'à tout prix' les russophones vivant sur les terres de l'ancienne URSS » (10).

De plus, se fondant sur l'une des singularités de l'Ukraine, qui a « connu à la fois l'occupation nazie et le joug communiste » (11), *l'Humanité* et surtout *Le Figaro* voient dans ce conflit une véritable guerre des mémoires, réveil des souvenirs de la Seconde Guerre mondiale (12). A l'Ouest, les Ukrainiens « dénoncent la nostalgie stalinienne de leurs opposants dans un pays qui fut décimé par la grande famine orchestrée par Staline » (13). Bien qu'interdisant toute négation publique du « caractère criminel du nazisme et du communisme », on a accordé parallèlement le « statut de combattants pour l'indépendance de l'Ukraine » (14) à l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). A l'Est « le souvenir des exactions commises par les Allemands pendant leurs deux années d'occupation de l'Ukraine reste vif » (15). Les russophones contestent cette loi car ils tiennent l'UPA pour « des fascistes et des collaborateurs nazis » (16). Pour eux, si l'UPA affronta l'Armée rouge, elle collabora aussi avec les Nazis avant de se rebeller.

S'agissant de l'identité religieuse, les journaux considèrent qu'elle révélerait davantage encore l'hétérogénéité de l'Ukraine : elle est formée des Eglises orthodoxes, dont l'une dépend de Moscou et l'autre de Kiev, de l'Eglise gréco-catholique ou uniate, de rite byzantin et proche de Rome, mais en même temps, dans une moindre mesure, de Judaïsme et d'Islam. De plus, si les « Eglises orthodoxes et l'Eglise gréco-catholique s'efforcent de parler d'une seule voix » (17), des « fractures historiques subsistent entre, d'un côté, les Eglises gréco-catholique et orthodoxe de Kiev engagées en faveur de la contestation pro-européenne et, de l'autre, le Patriarcat orthodoxe de Moscou, qui entretient des liens étroits avec le parti du président Ianoukovitch. Les premiers ont joué un rôle actif, ouvrant leurs églises aux manifestants ou transformant des chapelles en centres de soin. Tandis que les seconds

(10) Isabelle LASSERRE, « Le début d'une nouvelle phase dans le scénario russe ? », *Le Figaro*, 9 avr. 2014, p. 7.

(11) Adrien JAULMES, « Un dimanche à Donetsk, quand la ville affiche ses divisions », *Le Figaro*, 10 mars 2014, p. 7.

(12) Vadim KAMENKA, « Odessa déchirée entre deux mémoires », *l'Humanité*, 7 mai 2015, p. 6.

(13) Adrien JAULMES, « Un dimanche à Donetsk... », *op. cit.*

(14) Arnaud DE LA GRANGE, « En Ukraine, le front de la mémoire », *Le Figaro*, 8 juil. 2015, p. 14.

(15) Adrien JAULMES, « La grande fracture ukrainienne », *Le Figaro*, 10 mai 2014, p. 13.

(16) *Id.*

(17) François-Xavier MAIGRE, « Orthodoxes et Catholiques unis autour des manifestants », *La Croix*, 12 déc. 2013, p. 3.

sont restés en retrait, à l'exception de quelques individualités » (18). Plus significatif encore, même ces « fractures » confessionnelles reproduisent les rivalités Bruxelles-Moscou. Le patriarche Kirill de Moscou, « dans tous ses discours et ses fréquentes visites en Ukraine [...], répète que l'Ukraine fait partie du 'monde russe' et doit intégrer l'Union eurasiatique » (19), tandis que les partisans de l'« Euromaïdan » voient dans cette révolte « le désir profond de la population ukrainienne d'appartenir à la grande famille des nations européennes pour qui la défense de la dignité de chaque personne humaine est le fondement du droit » (20). Il n'est donc pas étonnant que, comme en écho à Vladimir Poutine, pour qui « l'Ukraine n'est même pas un Etat [...] Elle peut se désintégrer » (21), plusieurs auteurs des articles envisagent pour l'Ukraine le sort de la Yougoslavie. Le détachement de la Crimée ainsi que le séparatisme du Donbass en seraient les manifestations.

Au total, ce qui « s'est une fois de plus réveillé à la faveur de la crise » (22), c'est « l'antagonisme est-ouest qui déchire depuis sa création la jeune République ukrainienne » (23). Car « il n'y a pas une Ukraine mais deux, l'Ukraine occidentale tournée vers l'Ouest et l'Ukraine orientale tournée vers la Russie » (24). Dès lors, « la révolte est aussi l'expression du profond clivage qui partage le pays. Du côté des manifestants, la moitié occidentale, proche de l'Europe par l'histoire, la culture et la religion [...], de l'autre, l'Est et le Sud, russophones et restés profondément attachés à la Russie, par la langue comme par une étroite interdépendance économique » (25). Autrement dit, « l'Ukraine est traversée depuis des siècles par la ligne de partage entre la Chrétienté occidentale et l'Orthodoxie. Les manifestations de la place Maïdan de Kiev ne sont pas seulement un appel à la liberté et à la démocratie [...] elles sont aussi le signe d'un grand écart de plus en plus périlleux entre les deux Ukraine » (26).

Néanmoins, certains spécialistes de l'Ukraine soutiennent, au sujet de son identité, que cette dernière est complexe. L'un souligne que « dans les régions orientales et méridionales » elle « reste floue » et que si le pays est divisé, il veut rester uni (27). Concernant l'identité linguistique, un autre relève que les clivages politiques ne les recoupent pas totalement. Ainsi, il précise qu'au lendemain de l'« EuroMaïdan », souvent perçu comme russophobe, « le président par intérim est du Sud-Est, de Dnipropetrovsk.

(18) Olivier TALLÈS, « Après Ianoukovitch, l'Ukraine s'organise », *La Croix*, 24 fév. 2014, pp. 2-3.

(19) Antoine ARJAKOVSKY, « L'invasion de la Crimée au prisme des religions », *Libération*, 10 mars 2014, p. 21.

(20) *Id.*

(21) Cité par Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, « Crimée : gare aux apprentis sorciers ! », *Le Point*, 6 mars 2014, p. 50.

(22) Jérôme GAUTHERET, « Ukraine, la mémoire éclatée », *Le Monde*, 27 fév. 2014, suppl. p. 6.

(23) *Id.*

(24) Bernard GUETTA, « L'Europe à l'épreuve de l'Ukraine », *Libération*, 11 déc. 2013, p. 23.

(25) Pierre ROUSSELIN, « L'Ukraine menacée d'éclatement », *Le Figaro*, 12 déc. 2013, p. 19.

(26) *Id.*

(27) Charles URJEWICZ, « Ukraine-Russie : un choc d'identités contradictoires », *Libération*, 19 mars 2014, p. 22.

Les figures de l'opposition Ioulia Timochenko et Igor Klitschko sont deux russophones » (28). Un troisième observateur renchérit : « Les hommes politiques qui ont combattu sont eux-mêmes catholiques (Arseni Iatseniouk, le Premier ministre), protestants (Olexandre Tourtchinov, le président du Parlement) et orthodoxes (Vitali Klitschko, candidat aux présidentielles) » (29). La répression policière à Maïdan a cependant poussé à faire cause commune : « Toute l'Ukraine a été choquée de voir [...] les forces de l'ordre s'en prendre à des manifestants pacifiques en les battant jusqu'au sang » (30). C'est pourquoi « la répression a été condamnée par les dignitaires des trois grandes églises ukrainiennes » (31). Sur la place Maïdan, « elles ont favorisé l'unité nationale, résisté à l'Etat corrompu » (32). Suivant la même logique transconfessionnelle, « des prêtres orthodoxes et catholiques, des pasteurs, des imams de la communauté des Tatars de Crimée se sont relayés lors de cérémonies œcuméniques » (33).

Rivalités russo-occidentales et retour de la Guerre froide

A mesure que Moscou s'implique dans le conflit, l'Ukraine est perçue comme le théâtre du retour progressif à la Guerre froide entre Occidentaux et Russes. Avec l'arrivée de V. Poutine au pouvoir, notamment après 2005, on observe un retour en force de la Russie. Celui-ci opère d'abord par la reconquête et l'usage des hydrocarbures, privatisés sous Boris Eltsine, dans le contexte du « supercycle » des années 2000. Moscou aurait ainsi usé en priorité du levier du gaz pour assujettir Kiev : « *La question du gaz, l'arme ultime de la Russie pour maintenir l'Ukraine dans son giron, est centrale* » (34). Le retour de la puissance russe se manifeste parallèlement par la réactivation de son appareil militaire, comme en témoigne sa riposte en Géorgie en 2008. Soutenant que la chute de V. Ianoukovitch est un « *putsch fomenté par des néonazis de la place Maïdan et soutenu par Washington* » (35), la Russie intervient également en Ukraine et occupe la Crimée. La Russie s'impose enfin en véritable puissance régionale, voire mondiale, avec ses opérations en Syrie. Ce retour est interprété par les Occidentaux comme « *l'expression d'une grande stratégie pour rétablir un empire néo-soviétique* » et, à des relents de confrontations Est-Ouest avec la remobilisation symétrique de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), du G7 et surtout de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

(28) Timothy SNYDER, « L'Ukraine n'est pas du tout condamnée à la division », *Le Figaro*, 25 fév. 2014, p. 5.

(29) Antoine ARJAKOVSKY, *op. cit.*

(30) François-Xavier MAIGRE, *op. cit.*

(31) Olivier TALLEs, « Après Ianoukovitch... », *op. cit.*

(32) Antoine ARJAKOVSKY, *op. cit.*

(33) Olivier TALLEs, « Ces prêtres ukrainiens en première ligne de la contestation », *La Croix*, 17 déc. 2013, p. 10.

(34) Marie JÉGO, « Le gaz russe, l'arme ultime de Moscou contre l'Ukraine », *Le Monde*, 17 déc. 2013, p. 6.

(35) Gaïdz MINASSIAN, « L'échiquier du Kremlin », *Le Monde*, 18 nov. 2014, p. 15.

C'est dans ce contexte que la presse française voit dans la crise ukrainienne une rivalité idéologique et stratégique opposant les Etats-Unis et l'UE à la Russie, comme lors de la Guerre froide. Cette interprétation identifie en effet les premiers aux défenseurs des « valeurs occidentales », comme au « monde libre » avant 1989, qui privilégie les négociations à la guerre, même si « le peuple ukrainien a le droit de se défendre » (36). Suivant certains spécialistes, le conflit marque l'opposition russe au modèle démocratique et économique exporté dans sa zone d'influence à travers le Partenariat oriental lancé en 2008 (37). De façon plus marquée, *Le Figaro* décrit la Russie comme une alternative au modèle occidental, jugé en déclin. Sans lui prêter la prétention globale du communisme, ce journal donne à voir sa doctrine comme étant faite d'un « mélange de nationalisme et de défense des valeurs chrétiennes » (38). Il décrit une politique de puissance néo-impériale revancharde de la part de V. Poutine, nostalgique de l'URSS. Il rappelle que le Président russe tient la chute de l'empire rouge pour « la plus grande catastrophe géopolitique » (39) du XX^e siècle et « s'est assigné une mission : rétablir la puissance et le prestige de la Russie » (40).

Enfin, le prisme de la Guerre froide rappelle une forme de remilitarisation. Interprétant le changement à Kiev comme la volonté des Etats-Unis d'intégrer l'Ukraine dans l'OTAN, Moscou désigne ouvertement celle-ci comme une menace fondamentale pour sa sécurité et, par voie de conséquence, renforce sa défense (41). La Russie, déjà en pointe dans les dépenses militaires, lance alors des manœuvres sans précédent depuis 1989 : « c'est la Russie entière qui semblait entrer en guerre [...] Moscou a achevé un programme de cinq jours d'exercices militaires, d'une ampleur inédite. [...] ce sont 80 000 soldats et 200 avions qui auront participé à ces exercices » (42).

Du côté occidental, selon *Le Monde*, « la crise a mis l'OTAN en ébullition » (43), sous la pression des ex-satellites de l'URSS, pour qui le sort de la Crimée rappelle Budapest (1956) et Prague (1968). L'OTAN est surtout sollicitée par les Etats baltes, terres de minorités russes particulièrement vulnérables. En réponse, elle crée une force d'intervention rapide (« Fer de lance ») de 5 000 hommes, capable d'intervenir en quelques

(36) Anders RASMUSSEN, « L'avenir de l'Ukraine passe par l'UE et l'OTAN », *Le Figaro*, 29 janv. 2014, p. 6.

(37) Dominique MOÏSI, « L'Ukraine et la grande peur de la Russie face à la démocratie », *Les Echos*, 3 fév. 2014, p. 10.

(38) Pierre ROUSSELIN, « La nouvelle guerre froide idéologique a commencé », *Le Figaro*, 15 mai 2014, p. 17.

(39) Isabelle LASSERRE, « Quels effets domino possibles de la crise ukrainienne ? », *Le Figaro*, 24 mars 2014, p. 21.

(40) *Id.*

(41) Hassane ZERROUKY, « Pourquoi l'OTAN cultive ses réflexes de guerre froide », *L'Humanité*, 4 sept. 2014, pp. 4-5.

(42) Pierre AVRIL, « Face aux Occidentaux, Moscou sort le grand jeu militaire », *Le Figaro*, 23 mars 2015, p. 19.

(43) Nathalie GUIBERT, « Les Occidentaux débordés par le nouvel art de guerre de Poutine », *Le Monde*, 13 mai 2014, p. 1.

heures sur tous ses territoires, avec l'appui de six nouveaux centres de commandement en Europe de l'Est. Elle procède ensuite, parallèlement à la Russie, à des exercices militaires, également sans précédent « *depuis 20 ans* ». L'antagonisme russo-occidental en Ukraine est d'autant plus redoutable que des interférences apparues lors des manœuvres croisées auraient pu, si on en croit *l'Humanité*, dégénérer (44).

Toutefois, bien que des parallèles existent avec la Guerre froide, la Russie n'est pas l'Union soviétique et le monde devient multipolaire, notamment avec la Chine. Quant à l'argument de deux Ukraine, dont la russophone serait naturellement russophile, il masque le référendum de 1990. Celui-ci offre en effet aux russophones le choix entre Moscou et Kiev : son résultat est l'adhésion sans équivoque à une Ukraine unie et indépendante, y compris dans les régions orientales (Donbass, Crimée...) (45). De même, le poids prêté au facteur gazier sous-estime la dépendance russe par rapport à la rente gazière et le caractère très artificiel de la dépendance de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie. Plus largement, si certaines analyses et commentaires sont tout à fait objectifs, elles obéissent pour la plupart à des considérations politiques : se situer par rapport au triangle Washington-Bruxelles-Moscou, symbolisé par l'OTAN, l'UE et l'atlantisme, d'où notamment une certaine proximité inhabituelle entre *Le Figaro* et *l'Humanité*.

Un reflet du positionnement politique des journaux français

La presse de droite et de la gauche anti-gouvernement

Une partie importante du *Figaro* ainsi que *l'Humanité* reflètent les points de vue pro-Moscou et anti-atlantistes de « la droite » et de « la gauche » de l'échiquier politique français. Ces quotidiens visent à se démarquer des positions du gouvernement français mais, en même temps sans doute, à satisfaire les attentes de leurs lecteurs. *Le Figaro* valorise ainsi l'idée que « *les Etats-Unis et leurs alliés devraient abandonner leur plan d'occidentaliser l'Ukraine et tenter d'en faire une zone neutre entre l'OTAN et la Russie* » (46). Il relaie en outre ceux qui trouvent dans la Russie l'incarnation du triptyque « *souveraineté, frontière et identités* » (47) et considère que, pour restaurer l'autorité bafouée, « *ce qui manque à la France, c'est un Vladimir Poutine* », c'est-à-dire « *un Chef d'Etat patriote, visionnaire et qui prend des décisions* » (48). *l'Humanité*, en raison de son lien avec le Parti communiste français (PCF), demeure, selon Alain

(44) Stéphane AUBOUARD, « L'OTAN continue de tisser sa toile à la frontière russe », *l'Humanité*, 15 avr. 2015, p. 17.

(45) Chrystyna LAPYCHAK, « Indépendance », *The Ukrainian Weekly*, vol. LIX, n°49, 8 déc. 1991, p. 1.

(46) Paule ROUZÉ, « Washington pousse l'OTAN au bras de fer avec Poutine », *Le Figaro*, 3 sept. 2014, p. 8.

(47) Philippe DE VILLIERS, « Poutine est le diable idéal pour les Etats-Unis et l'OTAN », *Le Figaro*, 23 fév. 2015, p. 18.

(48) Philippe DE VILLIERS, « L'Amérique veut abattre Poutine pour installer son modèle de société en Russie », *Le Figaro*, 18 août 2014, p. 19.

Duhamel, « le quotidien le plus prorusse » (49) et répond à ce titre au public anti-atlantiste et anticapitaliste (50). D'autant que le nouveau gouvernement de Kiev non seulement interdit le Parti communiste mais en plus semble identifier désormais le communisme au nazisme (51).

De plus, cette position pro-Moscou de *l'Humanité* et d'une partie du *Figaro* s'accorde aussi bien sur les causes du conflit que sur les solutions voulues par Moscou. D'une part, tous deux ne désignent pas la chute de V. Ianoukovitch par le mot « révolution », mais voient le « *même match qui oppose deux clubs de milliardaires* » depuis 2004 (52). Ils semblent même partager ce point de vue russe selon lequel ce changement procède d'un coup d'Etat opéré par des « fascistes » avec le soutien des étrangers, ces « *Occidentaux, si prompts à donner leur bénédiction aux putschistes* » (53). D'autre part, bien que la teneur des critiques diffère quelque peu, *Le Figaro* et *l'Humanité* partagent également la position de Moscou, qui vise en priorité l'Alliance atlantique. Le premier consacre le plus grand nombre d'articles à l'OTAN et questionne l'opportunité de son extension à Ukraine, jugée provocatrice pour la Russie. Le second, plus critique, soutient, comme au Kremlin, que cette extension viole l'engagement des Occidentaux, en 1990, de tenir l'Alliance à l'écart des frontières de l'URSS en échange d'une réforme pacifique de cette dernière. L'OTAN ne survit ainsi au Pacte de Varsovie que pour servir d'instrument d'hégémonie de Washington.

Ces positions sont l'écho de celles d'une partie de la classe politique française de gauche et de droite, dont les « souverainistes » en particulier. Ces eurosceptiques imputent en effet le raidissement de la Russie au redéploiement de l'OTAN. Plus largement, l'Alliance serait la principale cause de l'échec de la politique de défense d'une Europe allant « *de l'Atlantique à l'Oural* », au profit de l'Europe bruxelloise et atlantiste. Dans ces conditions, d'après le député de droite Thierry Mariani, co-président de l'association Dialogue franco-russe, le règlement du conflit passe par la voie fédérale, tracée par Moscou : « *La seule solution durable serait une fédéralisation de l'Ukraine* » (54). En outre, cette solution suppose au préalable la levée des sanctions « *contreproductives* » contre la Russie (55) : « *Les sanctions à l'égard de la Russie sont extrêmement préjudiciables à la France [...] Les Etats-Unis, en revanche, qui poussent aux sanctions, n'y ont quasiment aucun intérêt économique* » (56). D'ailleurs, la proximité des

(49) Alain DUHAMEL, « Les alliés français de Vladimir Poutine », *Libération*, 8 oct. 2015, p. 27.

(50) Stéphane AUBOUARD, « Les Ukrainiens sacrifiés sur l'autel du FMI », *l'Humanité*, 29 déc. 2014, p. 13.

(51) Patrick KAMENKA / Lydia SAMARBAKSHI, « Vers un renforcement de l'autoritarisme du pouvoir des oligarques », *l'Humanité*, 26 mai 2015, p. 12.

(52) Jean-Paul PIÉROT, « C'est quand la révolution ? », *l'Humanité*, 24 fév. 2014, p. 2.

(53) Philippe GÉLIE, « Dernière chance », *Le Figaro*, 18 av. 2014, p. 1.

(54) Thierry MARIANI, « La France a énormément à perdre des sanctions contre la Russie », *La Croix*, 18 avr. 2014, p. 3.

(55) Luc FERRY, « Sanctions anti-Poutine : quelle erreur ! », *Le Figaro*, 20 mars 2014, p. 17.

(56) Thierry MARIANI, « La France... », *op. cit.*

hydrocarbures russes dans une conjoncture de déstabilisation du Moyen-Orient et de l'Afrique impose de coopérer avec Moscou afin de garantir les approvisionnements. Bien plus, les démocraties ont un urgent besoin d'alliance avec la Russie face au terrorisme, leur principale menace : « *notre objectif commun est d'anéantir Daech* » (57).

La presse de gauche proche du gouvernement et la presse non partisane

Le Monde, *Libération*, *La Croix* et *Les Echos* – ainsi que parfois certains articles du *Figaro* – reflètent, mais de façon plus critique, la position pro-Bruxelles et pro-Washington, en dénonçant les manœuvres de Moscou ainsi que les divisions de l'UE. A l'instar de ces capitales, leur position consiste d'abord à ériger « Maïdan » en « *révolution* » et même en « *eurorévolution* ». Cette dernière aurait débarrassé l'Ukraine d'un régime autoritaire, corrompu et violent, soutenu par Moscou : « *Oui les médias occidentaux éprouvaient une certaine sympathie naturelle envers le peuple de Maïdan* » (58). C'est ainsi qu'à l'inverse du *Figaro* et de *l'Humanité*, *Libération* rend compte quasi quotidiennement de la répression des manifestants de la place Maïdan. S'agissant du débat sur la Crimée, *Le Monde*, *Libération* et *La Croix* rappellent que, dans le mémorandum de Budapest de 1994, Moscou s'est engagé à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Pour ces journaux, la crise mais aussi son évolution en conflit armé incombent d'abord à Moscou car « *l'offensive des séparatistes n'aurait pas été possible sans l'appui militaire de la Russie* » (59), puisque ceux-ci sont « *transformés, par le Kremlin, en véritables armée, avec blindés dernier cri, chars T-80 et artillerie lourde* » (60). Dès lors, « *chaque jour apporte son lot de nouvelles preuves et ses nouvelles certitudes sur la réalité de l'intervention militaire directe de la Russie en Ukraine* » (61). Ainsi, la « *Russie a annexé presque sans coup férir la Crimée et organise à présent militairement la séparation de l'Ukraine orientale* » (62).

Dans ces conditions, l'enlisement actuel tient également à V. Poutine, « *un homme dangereux pour son pays et pour le monde* », selon Bernard Guetta dans *Libération* (63). Le Président russe neutralise l'adoption de véritables sanctions en attisant et en jouant des divisions européennes dues aux intérêts nationaux. En cheval de Troie de l'UE, il court-circuiterait le niveau multilatéral bruxellois au moyen de canaux bilatéraux. De sorte qu'au-delà de la ligne entre les « *partisans de la fermeté à l'égard de Moscou*,

(57) Nicolas Sarkozy, cité par Charles JAIGU, « Chez Vladimir Poutine, Nicolas Sarkozy plaide pour la 'détente' », *Le Figaro*, 30 oct. 2015, p. 4.

(58) Piotr SMOLAR, « Ukraine : la victoire idéologique russe », *Le Monde*, 15 mai 2014, p. 21.

(59) Olivier TALLEZ, « En Ukraine, les rebelles appuyés par les Russes repassent à l'offensive », *La Croix*, 29 août 2014, p. 8.

(60) « Poutine doit choisir : guerre ou paix », *Le Monde*, 7 fév. 2015, p. 20.

(61) « Prendre de nouvelles sanction face au défi de Poutine », *Le Monde*, 1^{er} sept. 2014, p. 1.

(62) Éric NAULLEAU, « Poutinophiles de tous les partis, unissez-vous ! », *Libération*, 3 déc. 2014, p. 23.

(63) Bernard GUETTA, « Les dangers nommés Poutine », *Libération*, 29 oct. 2014, p. 21.

comme la Pologne et les pays baltes » et ceux de la conciliation tels l'Italie et la Hongrie (64), c'est essentiellement « en fonction de la nature et de l'intensité des échanges entre les capitales européennes et Moscou » (65) que décident les Vingt-Huit. En effet, chaque Etat se préoccuperait plus du coût des sanctions pour son économie que de leur efficacité sur la Russie (66). Le « pays qui contrôle les premières réserves mondiales d'hydrocarbures (pétrole et gaz) » (67), s'attache en amont les soutiens des multinationales occidentales au moyen de contrats d'hydrocarbures et, en aval, divise les Etats consommateurs avec des gazoducs. Aussi, sous cette « arme du gaz » mais également face au débouché russe, chaque Etat est-il potentiellement vulnérable aux représailles de la Russie et la ménagerait-il. « L'Allemagne, plus que d'autres, dépend du gaz russe et [...] tempère les velléités de ceux qui veulent viser directement certaines entités économiques russes » (68). Même en France, moins soumise au gaz russe, les acteurs économiques sont « plus que jamais partisans du maintien de relations commerciales normales avec la Russie » (69), avec laquelle « les échanges ont littéralement explosé » (70). Ceux-ci occupent environ 1 200 sociétés présentes en Russie et 6 000 en France, si on en croit *Les Echos* (71).

Enfin, *Le Monde* et *Libération*, en particulier, insistent sur les paradoxes des pro-russes et des souverainistes, qui confirmeraient qu'ils sont des relais de Moscou, portés par un puissant lobby, en échange de soutiens sur la scène nationale (72). Le prêt d'une banque russe au Front national en témoignerait. Aussi, d'un côté, les souverainistes revendiquent-ils la souveraineté des nations et des peuples et s'y appuient-ils pour exhorter la France à livrer des Mistral à la Russie. Ils invoquent ce principe pour justifier le sort de la Crimée. Cependant, ils demandent la neutralité de Kiev : « Nos souverainistes n'ont cure du traitement infligé par Moscou à la souveraineté ukrainienne » (73). Ils soutiennent ainsi la Russie, qui semble remobiliser la « théorie » de Brejnev de la « souveraineté limitée », en identifiant le choix par Kiev de ses alliances à un *casus belli*. De même, après avoir déduit, à tort, de l'accord d'association avec Bruxelles l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, ils s'y opposent, entre autres au motif que

(64) « L'Europe va-t-elle se déchirer sur l'Ukraine ? », *Les Echos*, 8 déc. 2014, p. 10.

(65) Jean-Pierre STROOBANTS *et al.*, « Ukraine : l'UE paralysée face à l'escalade de Moscou », *Le Monde*, 21 mars 2014, p. 4.

(66) Alain SALLES, « UE : petites et grandes raisons des réticences aux sanctions », *Le Monde*, 21 mars 2014, p. 4.

(67) Jean-Michel BEZAT, « Pour les pétroliers, 'business as usual' avec le Kremlin », *Le Monde*, 6 juin 2014, p. 20.

(68) Jean-Pierre STROOBANTS *et al.*, « Ukraine... », *op. cit.*

(69) Marie JÉGO, « Les milieux d'affaires français s'inquiètent des tensions avec Moscou », *Le Monde*, 6 juin 2014, p. 3.

(70) *Id.*

(71) Benjamin QUENELLE, « Les entreprises françaises en Russie redoutent l'escalade des sanctions », *Les Echos*, 2 sept. 2014, p. 16.

(72) Bernard GUETTA, « Les idiots utiles de Vladimir Poutine », *Libération*, 3 déc. 2014, p. 23.

(73) Galia ACKERMAN *et al.*, « La droite française est devenue l'agent d'influence de Poutine », *Le Monde*, 16 mars 2015, p. 13.

l'élargissement de l'UE devient incontrôlable ; cependant, parallèlement, certains conçoivent l'UE avec la Russie (74). D'autres critiques taxent l'Occident en général et l'UE en particulier d'inefficacité, voire de faiblesse. Ils invoquent régulièrement la fameuse « *ligne rouge* » d'Obama en Syrie pour avancer que, contrairement à Moscou, Washington et Bruxelles se limitent à des condamnations politiques : « *aucun pays n'acceptera que l'un de ses ressortissants se fasse tuer à la frontière russe* » (75). Pourtant, ils acquiescent lorsque V. Poutine déclare que « *la politique la plus agressive, la plus sévère* » (76) est celle des Etats-Unis, alors qu'au plan de l'armement, l'effort russe est sans équivalent au sein de l'UE.

Au total, les considérations précédentes éclairent les nombreuses facettes ainsi que la complexité d'une situation encore évolutive. Cependant, les journalistes et éditorialistes français la traitent davantage sous l'angle de Moscou, Bruxelles, Washington et Paris que sous celui de la grande majorité des Ukrainiens eux-mêmes. Or l'insécurité provient essentiellement d'une minorité d'oligarques qui trustent à la fois la politique et l'économie. Ce monopole, source importante du conflit, porte essentiellement sur le charbon et l'acier.

LE CHAÎNON MANQUANT DES ENJEUX MINÉRO-SIDÉRURGIQUES

Selon la presse française, en Ukraine « *il est impossible de distinguer les affaires de la politique* ». Un mélange qui serait contraire aux intérêts et à la sécurité du pays et donc porteur d'explosions populaires qui se justifieraient par les propos, peu fréquents, d'un chef d'Etat en exercice – « *Beaucoup de nos députés sont à la fois des politiciens, des entrepreneurs véreux et des criminels* » (77) –, mais aussi par ceux du Président actuel – l'Ukraine « *n'avait pas d'armée* » lors de l'irruption des séparatistes (78). De plus, l'Ukraine s'affaiblit sous l'action des deux Ukraine : « *Durant une décennie, l'Ukraine de Iouchtchenko-Timochenko puis de Ianoukovitch s'est enfoncée dans un désastre économique total* », observe Hélène Carrère d'Encausse dans *Le Figaro* (79). Face à cet « *Etat failli* », la presse de gauche et celle de droite tendent à admettre que « *la rupture des discussions avec l'Union européenne n'a été que la goutte d'eau de trop* » (80) et que les

(74) Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, « Sans la Russie, il manque quelque chose à l'Europe », *Le Figaro*, 8 mars 2014, p. 22.

(75) In Benoît VITKINE / Jean-Pierre STROOBANTS, « L'UE réticente à s'engager davantage en Ukraine », *Le Monde*, 29 avr. 2015, p. 7.

(76) Piotr SMOLAR, « Vladimir Poutine rejette sur les Occidentaux la responsabilité de la crise ukrainienne », *Le Monde*, 6 juin 2014, p. 3.

(77) Leonid Koutchma, cité par Benoît HOPQUIN, « Vingt ans d'équilibrisme entre Bruxelles et Moscou », *Le Monde*, 27 fév. 2014, supp., p. 6.

(78) Petro POROCHENKO, « La ligne de front pour défendre les valeurs de l'Europe, c'est l'Ukraine », *Le Monde*, 21 janv. 2015, p. 2.

(79) Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, « L'Ukraine, d'une révolution à l'autre : l'histoire se répète-t-elle ? », *Le Figaro*, 26 fév. 2014, p. 16.

(80) Alain GUILLEMOLES, « Viktor Ianoukovitch... », *op. cit.*

manifestants de Maïdan expriment « *leur aversion pour un régime corrompu et aspirent à un Etat de droit* » (81). Pourtant, globalement, le traitement de la situation reste celui des médias occidentaux qui interprètent les crises et les conflits extra-occidentaux plus en fonction des facteurs ethno-culturels et « géopolitiques » qu'à l'aune du contexte endogène lui-même. Cette démarche « géopolitique » sans articulation suffisante avec les échelles locale et nationale prend plus de relief avec l'Ukraine. Pour *Le Monde*, « *la réponse est au Kremlin, nulle part ailleurs* » (82). Pour *Le Figaro*, elle est à Washington et Bruxelles, qui doivent « *faire pression sur Kiev en vue d'une véritable négociation avec Moscou* » (83).

En revanche, l'enjeu du charbon et de l'acier ne fait l'objet d'aucune investigation et d'aucune analyse. Or, secteur parmi les plus corrompus, il est aux origines de « *l'insolente richesse d'une petite partie de la population* » (84), ce qui génère des ressentiments (85) dès lors que « *40% de la population vivent sous le seuil de pauvreté, le salaire moyen est de 250 euros et les retraites sont inférieures à 90 euros* » (86). Par ses enjeux et ses protagonistes, la question minéro-sidérurgique constitue pourtant l'un des plus puissants moteurs de l'insécurité en Ukraine. Curieusement, la presse française laisse dans l'ombre ce rôle « conflictogène » de l'acier et du charbon.

Les enjeux minéro-sidérurgiques, facteur du dynamisme de l'Ukraine

Mines et métallurgie, marqueurs de l'Ukraine depuis le XIX^e siècle

Après sa constitution en centre métallurgique, le bassin minier qu'est le Donbass est devenu un foyer de conflits sociaux et armés, nationaux et internationaux, conjugaison de la révolution industrielle du XIX^e siècle et de l'afflux de populations d'Europe et d'Asie. C'est très largement autour de l'enjeu minier et sidérurgique que se sont constituées dès le départ la plupart des communautés ethniques et religieuses aujourd'hui aux prises. Ce que reflète la dynamique de deux villes à la pointe du séparatisme : Luhansk et Donetsk. La première est l'un des tout premiers centres métallurgiques majeurs de la région, œuvre de l'Écossais Charles Gascoigne. La seconde est bâtie par un autre métallurgiste britannique, John Hughes, à partir de 1869, donnant vie au cœur industriel de l'empire tsariste, qui

(81) « Les réelles aspirations de l'Ukraine », *Le Figaro*, 30 janv. 2014, p. 15.

(82) « Ukraine : l'Europe face au double jeu de Poutine », *Le Monde*, 27 août 2014, p. 1.

(83) Pierre ROUSSELIN, « L'OTAN : quelle stratégie ? », *Le Figaro*, 4 sept. 2014, p. 17.

(84) Jean-Paul PIÉROT, *op. cit.* En 2008, huit des dix Ukrainiens les plus riches étaient actifs dans le secteur minéro-sidérurgique. Cf. Zenon ZAWADA, « Ukraine's rich get richer », *The Ukrainian Weekly*, vol. LXXVI, n°27, 6 juil. 2008, p. 10.

(85) Nataliya GUMENYUK, « La question n'est pas la Russie, mais de sortir de l'injustice et de la corruption », *Le Monde*, 28 janv. 2014, p. 2.

(86) Vadim KAMENKA, « Le vrai carburant du soulèvement », *l'Humanité*, 24 fév. 2014, p. 2.

sera l'un des berceaux du bolchevisme (87). Le Donbass s'avère depuis lors un baromètre de la violence en Ukraine et même au-delà.

Aussi, après avoir servi de socle d'émergence de l'URSS mise sur orbite par Staline, « l'homme d'acier », la question minéro-sidérurgique n'est pas non plus absente de son effondrement. Alors que celui-ci est symbolisé par la chute du Mur de Berlin, la fin de l'Union soviétique est en réalité précipitée par les grèves des mineurs, tant en 1989 qu'en 1991. En effet, l'un de ses témoins-clefs, Mikhaïl Gorbatchev, constate que ce système « *s'effrita rapidement dès l'instant où l'agitation toucha les mineurs* » (88). Parti du bassin houiller du Kouz en Sibérie, ce mouvement social produisit un effet boule de neige dans le Donbass. C'est pourquoi le passage de la crise politique nationale au conflit armé dans le Donbass n'est que la nouvelle dynamique d'une logique ancienne. Il traduit la montée de la lutte pour le contrôle des complexes industriels soviétiques, le plus souvent des mines de charbon et des aciéries : « *Après l'éclatement de l'URSS en 1991, le Donbass a été le théâtre d'une bataille pour la prise de contrôle des structures économiques de la région, la plus sanglante survenue dans les anciens territoires soviétiques.* » (89) Dès lors, la tentative de compréhension du problème ukrainien devrait interroger cette part des enjeux liés aux mines et à la sidérurgie ainsi que leur singularité dans le Donbass (90).

Trois pays et trois clans, une nouvelle stratégie minéro-sidérurgique

Depuis 1991, une nouvelle fracture de nature oligarchique s'articule avec le clivage traditionnel Est-Ouest. Ce dernier a historiquement structuré l'Ukraine, terre naturelle de convoitises du blé à l'Ouest et du métal à l'Est. Toutefois, cette bipolarisation se conjugue désormais avec la différenciation du pays en trois pôles visant les kolkhozes et surtout les sites majeurs du complexe militaro-industriel issus de l'Union soviétique, autour desquels se constituent et rivalisent trois « clans ». L'un se situe autour de Kiev, pays des terres noires entre Ternopol et Poltava, mais surtout nœud de transports. Il n'est pas le plus puissant, l'Ukraine n'étant plus le « grenier de l'Europe ». Le plus puissant est sans conteste le bassin houiller du Donbass, Donetsk et Luhansk produisant, entre autres, environ 95% du charbon de l'Ukraine (91). Le troisième pôle est localisé autour Dnipropetrovsk, centre d'association des mines de Krivoï-Rog, de Nikopol et de Donetsk.

Au total, le principal ressort de la conflictualité en Ukraine après 1991 tient fondamentalement à la constitution de trois « clans » d'oligarques sur ces trois pôles de contrôle des trois locomotives de son économie : énergie,

(87) Konstantyn KONONENKO, *Ukraine and Russia: a History of the Economic Relations Between Ukraine and Russia, 1654-1917*, Marquette University Press, Milwaukee, 1958, pp. 140-141.

(88) Mikhaïl GORBACHEV, *Mémoires. Une vie et des réformes*, Ed. du Rocher, Paris, 1997, p. 394.

(89) Benoît VITKINE, « Terreur sur le Donbass », *Le Monde*, 12 juil. 2014, p. 19.

(90) Adam SWAIN, *Re-constructing the Post-Soviet Industrial Region: the Donbas in Transition*, Routledge, Londres, 2007.

(91) « Ukraine's economy: worse to come », *The Economist*, 15 nov. 2014, p. 63.

mine et sidérurgie. Autour de ceux-ci, les oligarques rivalisent pour placer leurs alliés au pouvoir à Kiev, afin de s'assurer de la rente politique qui permet de consolider et de protéger la rente économique. Comme en témoigne la trajectoire de « *Viktor Ianoukovitch, l'homme lige de Rinat Akhmetov* » (92), placé en orbite pour défendre les intérêts du charbon et de l'acier par ce milliardaire à la tête du clan de Donetsk et sans doute l'homme le plus puissant d'Ukraine (93). Le clan de Dnipropetrovsk est dominé notamment par Igor Kolomoïski, avant son renvoi du poste de gouverneur en 2015 (94), et par le gouverneur de Kiev du temps du Parti des régions, Viktor Medvidchuk (95).

La minoration des enjeux minéro-sidérurgiques par la presse française

L'enjeu de l'acier

Ne tenant pas assez compte de la place singulière du charbon et de l'acier dans l'histoire chaotique de l'Ukraine, la presse française ne se préoccupe guère du rôle de ces enjeux dans la crise actuelle. Son approche désincarnée ne décèle les facteurs extérieurs que d'un point de vue « géopolitique » et « géostratégique ». Elle ne décrypte donc pas les implications de la plus importante révolution sidérurgique jamais connue – dans les années 2000 – sur les luttes pour le contrôle des aciéries et des mines en Ukraine. Pourtant, ce pays fait partie des premiers producteurs mondiaux d'acier, son « *principal produit d'exportation* » (96).

La minoration des enjeux de la sidérurgie s'observe notamment avec l'affaire Krivoriïstal. D'un côté, celle-ci condense le processus de la violence : mélange des affaires et de la politique, instrumentalisation de l'Etat et conflits d'intérêts, monopolisation des richesses nationales par les oligarques et protestations populaires et politiques. En effet, l'affaire des aciéries Krivoriïstal révèle comment, sous l'étendard du nationalisme, est transféré, sans réels appels d'offres, le plus important complexe sidérurgique ukrainien, à deux chefs de clans, R. Akhmetov et V. Pintchouk : respectivement principal bailleur de fonds du Parti des régions du premier ministre V. Ianoukovitch et gendre de L. Koutchma, chef d'Etat.

D'un autre côté, cette minoration de l'enjeu de la sidérurgie par la presse française est doublement révélatrice du traitement trop abstrait de la conflictualité en Ukraine. En premier lieu, par son peu de couverture médiatique malgré ses protagonistes et, surtout, ses enjeux financiers :

(92) Jean-Paul PIÉROT, *op. cit.*

(93) Marc NEXON / Katia SWAROVSKAYA, « Le milliardaire qui s'est offert un président », *Le Point*, 12 déc. 2013, pp. 98-99.

(94) Gouverneur de l'Oblast (région) de Dnipropetrovsk de mars 2014 à mars 2015.

(95) Yves BOURDILLON, « La présidentielle, heure de vérité des oligarques ukrainiens », *Les Echos*, 29 oct. 2004, p. 7.

(96) Yves BOURDILLON, « Un Etat au bord du gouffre financier », *Les Echos*, 25 fév. 2014, p. 7.

« *Jamais une privatisation aux enchères n'avait rapporté autant d'argent dans l'ancien bloc soviétique [...] Cette arrivée de capitaux représente plus de quatre fois le montant de tous les investissements étrangers directs recueillis par l'Ukraine en 2004. Elle a permis des hausses de salaires dans la fonction publique* » (97). En second lieu, les rares comptes rendus ne font pas de liaison avec les ferments de crise et de conflit que recèle cette affaire. Bien qu'elle confirme le règne de la corruption dans le secteur minéro-sidéurgique et les alliances opaques entre politiques et oligarques dans le cadre des privatisations au détriment des intérêts du pays, la presse française n'y fait que de rares allusions. L'affaire des aciéries Krivorijsstal est pourtant au cœur des mobilisations sociales et de la campagne de l'élection présidentielle de la même année.

Enfin, la presse française sous-estime le contexte mondial de « *pénurie d'acier* » dans lequel « *les prix de l'acier explosent* » (98) et ne peut alors mettre l'« agenda » national de l'affaire des aciéries en phase avec la montée des violences, qui contribue à la Révolution orange de 2004.

L'enjeu du charbon

La minoration des enjeux du charbon s'observe, quant à elle, dans le peu d'intérêt qui lui est prêté dans la guerre à l'Est ; pourtant, son « retour » est dans la plupart des journaux, en raison des préoccupations climatiques. *Le Figaro* note que la consommation de charbon croît de 66% entre 2000 et 2013, passant de 23,5% à 28%, entre 2000 et 2015, dans le « mix énergétique » mondial (99). Plus significativement, des articles établissent un double parallèle révélateur : « *Avec l'arrivée de M. Ianoukovitch à la tête de l'Etat, en 2010, le réseau des kopanki, ces mines illégales, s'est structuré et organisé* » (100), tandis que la montée en puissance de son fils Olexandre s'opère en même temps que son « *domaine de prédilection [qui] est le charbon* » (101). Or les médias manquent d'établir cette étroite relation entre l'enjeu du charbon et la violence sur les territoires houillers et bientôt pour leur sécession.

En outre, avec cette phase armée de la crise, la presse se focalise encore plus sur les implications russes et les aspects militaires spectaculaires. Elle ne peut ainsi mettre en perspective l'objectif des mines et de leurs usines, qui se dégage pourtant dès les premières décisions des séparatistes, dont la légalisation des *kopanki*, source de taxes (102) : « *En plus de 'l'impôt' que*

(97) Natalie NOUGAYRÈDE, « Les aciéries Krivorijsstal, une transparence exceptionnelle pour une privatisation record », *Le Monde*, 10 nov. 2005, p. 3.

(98) Martine ORANGE, « Dopés par la demande mondiale, les prix de l'acier explosent », *Le Monde*, 4 déc. 2004, p. 15.

(99) Fabrice NODÉ-LANGLAIS, « Le charbon, première énergie des pays du G20 », *Le Figaro*, 28 mai 2014, p. 24.

(100) Jean-Arnault DÉRENS / Laurent GESLIN, « Ukraine, d'une oligarchie à l'autre », *Le Monde diplomatique*, avr. 2014, pp. 4-5.

(101) Marie JÉGO, « Quatre piliers d'un système politico-mafieux », *Le Monde*, 22 fév. 2014, p. 4.

(102) Andrew KRAMER, « Once illicit, backyard coal in Ukraine sees the light », *International New York Times*, 30 janv. 2015, p. 4.

les séparatistes exigent de recevoir en liquide, la mine doit payer des pots-de-vin aux nouvelles autorités pour avoir le droit de vendre sa production : 100 hryvnias (3,40 euros) la tonne pour écouler son charbon à l'intérieur de la République populaire ; 200 de plus pour 'exporter' vers l'Ukraine » (103). En décembre 2014, les séparatistes contrôlent déjà plus de 50% des mines de charbon, dont ils projettent des flux vers la Crimée, poussant Kiev à recourir au charbon sud-africain, mais surtout à acheter du charbon auprès des rebelles qu'elle combat (104) !

Plusieurs batailles peuvent étayer cette poursuite d'objectifs minéro-sidérurgiques, comme celle de l'aéroport de Donesk, abondamment commentée. Parfois considéré comme une « *cible symbolique* », cet aéroport peut servir de base de conquête ou de défense d'autres cibles moins symboliques. Tel est le cas de l'usine d'Avdiivka de R. Akhmetov, située à une dizaine de kilomètres de cet aéroport. Considérée comme « *la plus grande cokerie d'Europe* » (105), elle alimente les aciéries de la région et emploie directement environ 4 000 ouvriers et au total autour de 30 000 sur plusieurs *Oblasts*. En avril 2015, elle a déjà subi 165 attaques d'obus et de mortiers. Elle est même conquise par les prorusses avant d'être reprise par Kiev.

* *
*

La couverture du conflit en Ukraine par la presse française insiste à juste titre sur sa situation géopolitique unique, renforcée par sa relative hétérogénéité ethno-culturelle, deux caractéristiques qui contribuent à ériger le pays en enjeu des grandes puissances. Cependant, en minorant les rivalités pour le contrôle de territoires et de leurs ressources, actives dès 1991, cette appréciation globale s'avère particulièrement désincarnée.

(103) Cité par Benoît VITKINE, « La guerre en sourdine des mineurs du Donbass », *Le Monde*, 12 fév. 2015, p. 4.

(104) Paul TAVIGNOT, « L'Ukraine contrainte d'acheter du charbon aux séparatistes prorusses », *La Croix*, 19 nov. 2014, p. 8.

(105) Arnaud DE LA GRANGE, « Ukraine : les fours de l'usine d'Avdiivka sous le feu de la guerre du Donbass », *Le Figaro*, 5 juin 2015, p. 8.